

## MINISTÈRE ET SYNDICATS S'Y PRÉPARENT

## La rentrée scolaire fixée au 9 septembre

**Les élèves des trois paliers de l'éducation renoueront avec les bancs de l'école le 9 septembre prochain. Le ministère de l'Education prépare la rentrée scolaire, les syndicats autonomes également mais chacun à sa manière.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - C'est le palier secondaire qui connaîtra cette année une certaine tension. Les établissements secondaires recevront en effet des élèves ayant effectué cinq années au primaire et ceux ayant passé six années. Une situation qui ne semble pas inquiéter la tutelle.

Le ministère de l'Education a, en effet, consacré hier une réunion à la préparation de la rentrée scolaire où ont été abordés les aspects matériels de la rentrée. La tutelle évoque une enveloppe de 30 millions de dinars allouée cette année aux cantines

scolaires et la distribution de la prime de scolarité de 3 000 dinars au profit de 3 millions d'enfants nécessiteux.

Il est également question de permettre à au moins 50% des élèves qui sont dans le besoin de bénéficier de la gratuité des livres scolaires, d'aider les enfants malvoyants en leur offrant des lunettes et de garantir une surveillance médicale des enfants du Sud exposés à certaines maladies. Des préoccupations loin des problématiques soulevées par les différents syndicats à l'instar de la surcharge des classes. Le Conseil des lycées



3 millions d'enfants profiteront d'une prime de scolarité de 3 000 DA.

d'Algérie (CLA) estime à 15 000 lycées. Le CLA évalue le besoin les postes manquants dans les en matière de postes budgétaires

à 30 000, un déficit qui ne sera pas comblé avec le recrutement de 11 000 enseignants via le concours organisé par le ministère de l'Education.

Plusieurs revendications de syndicats restent en suspens et risquent de perturber le déroulement de l'année scolaire.

Le Cnapest évoque le non-versement des rappels des salaires promis avec effet rétroactif depuis janvier 2008.

Après avoir reçu la première tranche de 23 mois, le Cnapest réclame les 24 mois qui restent pour les enseignants du secondaire.

Cette question n'est toujours pas encore réglée. Tout comme celle du statut de plusieurs corps du secteur de l'éducation.

N. I.

## UN PATRIOTE Y A ÉTÉ BLESSÉ Deux attaques terroristes nocturnes à Bouira

Hier, aux environs de 3 h du matin, un détachement de Patriotes chargés de la sécurisation du pipeline Hassi-Messaoud-Dellys, au lieudit El-Mergueb, dans la commune d'Aïn Turk, à 10 km au nord-ouest de Bouira, a fait l'objet d'une attaque terroriste au hebbheb (mortier artisanal).

Immédiatement après l'explosion, les terroristes qui étaient embusqués dans les parages, ont ouvert le feu sur le cantonnement des patriotes mais la riposte de ces derniers a poussé les assaillants à se replier à la faveur de l'obscurité.

L'explosion a causé des blessures légères à un Patriote qui a été immédiatement transporté par ses collègues à l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira où il a été pris en charge.

Par ailleurs, pendant la même nuit de lundi à mardi, une patrouille de la Gendarmerie nationale de Lakhdaria, à 40 km au nord-ouest de Bouira, a été également la cible d'une bombe artisanale dissimulée dans le bas-côté de la route menant vers le mont de Lalla Mossaâd, réputé être le fief des terroristes d'Aqmi. La bombe actionnée à distance n'a fort heureusement pas causé de dégâts.

Pour rappel, depuis plusieurs semaines, les terroristes d'Aqmi activant dans la wilaya de Bouira, utilisent du hebbheb dans leurs attaques contre les forces de sécurité.

Au mois de juillet dernier, le groupement de la gendarmerie de Bouira, situé à la périphérie nord de la ville, a été attaqué au hebbheb mais le mortier est tombé sur une maison d'un citoyen qui a eu miraculeusement la vie sauve.

Près de deux semaines après, c'est le poste avancé d'un détachement de l'ANP à Ath-Mansour, à 40 km à l'est de Bouira, qui sera ciblé par ces mortiers artisanaux.

Là aussi, grâce à la riposte énergique des militaires, l'attaque a été repoussée et aucune victime parmi les militaires n'a été déplorée.

H. M.

## REPORT DU PROCÈS DE L'AFFAIRE OPPOSANT ALGÉRIE-TÉLÉCOM AUX SOCIÉTÉS ZTE ET HUAWEI

# La défense revendique la présence du représentant de la banque Natixis

**Prévue pour ce mardi au niveau de la cour d'Alger, le procès en appel de l'affaire opposant Algérie-Télécom aux deux sociétés chinoises ZTE et Huawei a été reporté pour le 14 du mois en cours. La décision a été prise par le président du tribunal suite à l'absence à l'audience de l'un des deux mis en cause dans cette affaire.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - C'est la seconde fois consécutive que le procès en question est reporté pour le même motif, soit «l'indisponibilité» d'un des mis en cause dans cette affaire. Il s'agit de M. Mohamed Boukhari, l'ex-conseiller au ministère de la Poste et des nouvelles technologies et d'Algérie-Télécom.

Ce dernier se trouvant dans un état de santé jugé «grave» est admis à l'hôpital.

Ainsi, face à cette situation, le président du tribunal a décidé que pour la prochaine audience, la personne concernée doit être présente à l'audience «quitte à passer par un mandat d'amener».

Sur un autre plan, les avocats de Chani Medjdoub, dont Khaled Bourayou et Belarif, ont réitéré leur principale revendication déjà exprimée lors de la dernière audience.

Les deux avocats ont demandé à la cour la convocation du représentant de la banque Natixis de Luxembourg ainsi que le nommé Dominique



La présence du représentant de la banque Natixis est exigée par les avocats.

Fermier, qui exerce au sein de la même institution financière. «Pour la manifestation de la vérité et pour la tenue d'un procès équitable, le tribunal doit réunir toutes les conditions pour sa tenue», a-t-on plaidé.

Poursuivis et condamnés par le tribunal de Sidi M'hamed à une peine de 18 ans de prison ferme, pour «corruption et blanchiment d'argent» (entre 2002 et 2006), et après avoir interjeté appel, Mohamed Boukhari, ancien conseiller du P-dg d'Algérie Télécom (en détention), et Medjdoub Chani, homme d'affaires algéro-luxembourgeois, cité dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest (en détention), étaient cités à comparaître, hier, avec deux sociétés chinoises, ZTE et

Huawei, devant la chambre pénale près la cour d'Alger. Cette affaire, faut-il le rappeler, a éclaté à la faveur de la commission rogatoire transmise par le juge d'instruction en charge du dossier de l'autoroute Est-Ouest, aux autorités luxembourgeoises, pour enquêter sur les biens de Chani Medjdoub.

Les réponses font état, parmi la liste des entreprises qui lui appartiennent, d'une société fiduciaire où sont domiciliés les comptes de deux entités économiques fictives appartenant à Mohamed Boukhari, alimentés par les sociétés chinoises ZTE et Huawei, qui l'avaient recruté en tant que conseiller à la communication, alors qu'il occupait toujours son poste au sein

d'Algérie Télécom. Pour Mohamed Boukhari, les sommes versées, qui ont atteint 9 millions de dollars, représentaient en fait sa rémunération en tant que conseiller à la communication, mais le contrat qu'il a signé avec les Chinois précisait que 50% des versements appartiennent aux représentants chinois installés en Algérie, qui sont (au nombre de trois) actuellement en fuite et contre lesquels un mandat d'arrêt international a été lancé.

Mohamed Boukhari avait clamé son innocence, soulignant que les contrats de consulting qu'il a signés avec les Chinois n'avaient aucun lien avec les marchés qu'ils avaient obtenus.

A. B.